

<http://www.la-sociale.online/spip.php?article301>

Quelle sortie de crise ?

- Actualité -

Date de mise en ligne : dimanche 2 décembre 2018

Copyright © La Sociale - Tous droits réservés

Marine Le Pen propose que le président rencontre les chefs des partis politiques. Autant dire, sans le moindre esprit polémique, qu'elle démontre ainsi sa méconnaissance du mouvement car je doute qu'une telle réunion apporte un peu de lumière.

Jean-Luc Mélenchon propose la dissolution de l'assemblée mais pour aboutir à de nouvelles élections dans la foulée ? Et pour quel résultat ? La proposition me semble peu adaptée à la situation.

Des gilets jaunes proposent des assemblées citoyennes qu'ils organiseraient, et pour moi là est une possible sortie de crise, mais je suis sans illusion, Macron n'en fera rien puisqu'il propose ses propres assemblées, aussi les gilets jaunes doivent-ils eux-mêmes, en lancer rapidement leur mise en place nationale.

Des assemblées citoyennes qui auraient à répondre aux classiques trois questions de l'abbé Siéyès :

« Qu'est-ce que le peuple [il disait le Tiers-Etat] ? Tout.

Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien.

Que demande-t-il ? A y devenir quelque chose. »

1) Qu'est-ce que le peuple ? Tout

Le même jour, de telles assemblées pourraient se tenir, pour un département comme le notre en cinq lieux : Caussade, Montauban, Castelsarrasin-Moissac, Montech et Valence (je prends la référence des lieux avec lycées généraux). Elles se devraient de retenir après débat et vote quatre doléances majeures qui ne seraient pas le Tout du peuple mais son essentiel.

2) Qu'a-t-il été jusqu'à présent dans l'ordre politique ? Rien.

Après la détermination des doléances majeures, quatre délégués seraient désignés par vote, pour les porter à l'échelon supérieur à savoir le département, et ensuite le national. Le département aurait pour fonction de synthétiser, dans la mesure du possible, les vingt doléances apportées mais sans en rejeter aucune, et l'ensemble des délégués seraient parti prenante de l'assemblée citoyenne nationale. Nous en aurions donc 20 pour le Tarn-et-Garonne ; comme il y a environ 2800 lycées en France, nous aurions 10 000 délégués. Je mesure l'importance de ce nombre mais il est indispensable si on veut garder le lien direct entre l'élu de base et l'acteur du sommet. Comme il y aurait quatre grands thèmes les délégués pourraient se regrouper en quatre assemblées d'environ 2500 personnes et là suivant l'organisation retenue, il y a moyen de travailler.

3) Que demande-t-il ? A y devenir quelque chose.

Par cette assemblée citoyenne nationale le peuple pourrait devenir quelque chose et à ce moment là seulement, le pouvoir pourrait laisser sa place.

Ceci peut faire penser à l'assemblée constituante que demande La France insoumise or il n'en est rien. La première question n'est pas de débattre d'une abstraction comme une constitution, dont nous savons que les articles les plus

Quelle sortie de crise ?

généreux ne reçoivent pas la moindre application, mais bien des mesures concrètes à mettre en avant. D'un tel effort pourrait surgir le besoin d'en arriver à une nouvelle constitution mais le processus est ici inversé. Le point de départ n'est pas la Constitution, qui, par contre, peut devenir un point d'arrivée.

Dans l'ordre pratique :

Le calendrier devrait être fixé clairement et nationalement :

Les dates des assemblées locales, départementales et nationales

Les moyens financiers pour faire fonctionner ces assemblées

Les rémunérations pour les délégués.

A tous les niveaux les débats étant publics leur accès doit être facile sur internet. A Montauban les délégués gilets jaunes qui ont rencontré le préfet ont démontré qu'il était possible de filmer en direct les rencontres ce qui doit être un point basique pour toutes les échanges en préparation.

Il appartient aux gilets jaunes de garder l'initiative et une telle démarche n'est pas incompatible avec le désir de bloquer économiquement le pays pour se faire entendre. Mais sans les moyens mis en place pour avancer démocratiquement des solutions, le risque est de faire émerger l'idée que face à cette « chienlit » seule la méthode forte peut sauver la situation, et comme toujours, il n'est pas impossible que des gilets jaunes viennent apporter leur contribution à une telle opération, étant entendu que la méthode forte serait employée... à de bonnes fins !